



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2197

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Louis Mexandeau. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Louis Mexandeau. Messieurs du Gouvernement, n'oubliez pas que vous êtes au pouvoir depuis quatre ans ! Qu'il s'agisse des impôts ou de l'emploi, en quatre ans, depuis que l'UDF et le RPR dirigent le pays...

M. Charles Ehrmann. Et vous, qu'avez-vous fait en dix ?

M. le président. Monsieur Ehrmann...

M. Louis Mexandeau. ... plus de 450 000 emplois ont été perdus. Et depuis que M. Juppé est Premier ministre, c'est 200 000 emplois qui ont été détruits. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Jean-Michel Ferrand. On est loin de vos chiffres !

M. le président. Un peu de calme !

M. Louis Mexandeau. L'optimisme que vous affichez à la seule vue des statistiques du chômage de décembre n'est pas très sérieux. Il ne faut pas confondre la reprise de la Bourse avec la reprise de l'emploi,...

M. Maurice Depaix. Très bien !

M. Louis Mexandeau. ... car l'embellie est essentiellement financière. Certes, les indices de la Bourse atteignent des sommets inégaux, mais le chômage a progressé de près de 3 % en 1996. Selon l'ancien «baromètre», qui prenait en compte les chômeurs ayant un petit boulot, la progression atteint même 4,6 %. («C'est faux !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Et selon le bureau international du travail, on atteint un taux record de 12,7 % de chômeurs et une progression de 9,2 % pour 1996 ! (Protestations sur les mêmes bancs.)

Alors ne soyez pas trop optimistes ! L'avenir reste sombre et les conjoncturistes de l'INSEE n'excluent pas un chômage culminant à 13 % à la mi-1997 ! (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Silence !

M. Louis Mexandeau. Or les réponses...

M. Alain Griotteray. La question !

M. Louis Mexandeau. ... que vous avez apportées ne permettront pas d'embauches pour un emploi durable. De même, le chômage de longue durée continue de progresser. En 1996, plus d'emplois ont été détruits que créés. Les Français sont inquiets. La peur du licenciement gagne toutes les communes et toutes les couches de la société. L'emploi précaire se banalise et constitue désormais l'antichambre de l'exclusion.

Messieurs les ministres, quand votre gouvernement se décidera-t-il à avoir une véritable politique de l'emploi ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Lucien Degauchy. Ce n'est plus une question, c'est un réquisitoire !

M. le président. Puis-je rappeler à M. Mexandeau la recommandation du président Fabius : sept lignes pour la question ! (Sourires. - Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Mexandeau, je ne suis pas sûr que ceux

qui recherchent un emploi soient très satisfaits d'un débat nourri d'invectives et d'accusations tous azimuts. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.) Ils attendent autre chose !

Mais, puisque vous avez parlé de destructions d'emplois, je vous rappelle que, pour 1992, avec un taux de croissance d'environ 1 %, le bilan objectif, le bilan officiel est de 200 000 emplois détruits ! En 1996, avec le même taux de croissance, nous avons déploré la disparition d'à peine 20 000 emplois. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Didier Boulaud. Vous êtes au pouvoir depuis quatre ans !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Pourquoi ? Parce que nous avons enrichi la croissance en emplois. C'est le fruit de l'effort du pays et de la majorité actuelle.

Si vous le souhaitez, je suis prêt à examiner avec vous le bilan des législatures socialistes en matière de destructions d'emplois.

M. Claude Bartolone. Quatre ans !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Je n'attends que cela pour confronter nos chiffres !

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Louis Mexandeau. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Louis Mexandeau. Messieurs du Gouvernement, n'oubliez pas que vous êtes au pouvoir depuis quatre ans ! Qu'il s'agisse des impôts ou de l'emploi, en quatre ans, depuis que l'UDF et le RPR dirigent le pays...

M. Charles Ehrmann. Et vous, qu'avez-vous fait en dix ?

M. le président. Monsieur Ehrmann...

M. Louis Mexandeau. ... plus de 450 000 emplois ont été perdus. Et depuis que M. Juppé est Premier ministre, c'est 200 000 emplois qui ont été détruits. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Jean-Michel Ferrand. On est loin de vos chiffres !

M. le président. Un peu de calme !

M. Louis Mexandeau. L'optimisme que vous affichez à la seule vue des statistiques du chômage de décembre n'est pas très sérieux. Il ne faut pas confondre la reprise de la Bourse avec la reprise de l'emploi,...

M. Maurice Depaix. Très bien !

M. Louis Mexandeau. ... car l'embellie est essentiellement financière. Certes, les indices de la Bourse atteignent des sommets inégaux, mais le chômage a progressé de près de 3 % en 1996. Selon l'ancien «baromètre», qui prenait en compte les chômeurs ayant un petit boulot, la progression atteint même 4,6 %. («C'est faux !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Et selon le bureau international du travail, on atteint un taux record de 12,7 % de chômeurs et une progression de 9,2 % pour 1996 ! (Protestations sur les mêmes bancs.)

Alors ne soyez pas trop optimistes ! L'avenir reste sombre et les conjoncturistes de l'INSEE n'excluent pas un chômage culminant à 13 % à la mi-1997 ! (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Silence !

M. Louis Mexandeau. Or les réponses...

M. Alain Griotteray. La question !

M. Louis Mexandeau. ... que vous avez apportées ne permettront pas d'embauches pour un emploi durable. De même, le chômage de longue durée continue de progresser. En 1996, plus d'emplois ont été détruits que créés. Les Français sont inquiets. La peur du licenciement gagne toutes les communes et toutes les couches de la société. L'emploi précaire se banalise et constitue désormais l'antichambre de l'exclusion.

Messieurs les ministres, quand votre gouvernement se décidera-t-il à avoir une véritable politique de l'emploi ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Lucien Degauchy. Ce n'est plus une question, c'est un requisitoire !

M. le president. Puis-je rappeler a M. Mexandeau la recommandation du president Fabius: sept lignes pour la question ! (Sourires. - Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Mexandeau, je ne suis pas sur que ceux qui recherchent un emploi soient tres satisfaits d'un debat nourri d'invectives et d'accusations tous azimuts.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.) Ils attendent autre chose !

Mais, puisque vous avez parle de destructions d'emplois, je vous rappelle que, pour 1992, avec un taux de croissance d'environ 1 %, le bilan objectif, le bilan officiel est de 200 000 emplois detruits ! En 1996, avec le meme taux de croissance, nous avons deplore la disparition d'a peine 20 000 emplois. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Didier Boulaud. Vous etes au pouvoir depuis quatre ans !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Pourquoi ? Parce que nous avons enrichi la croissance en emplois. C'est le fruit de l'effort du pays et de la majorite actuelle.

Si vous le souhaitez, je suis pret a examiner avec vous le bilan des legislatures socialistes en matiere de destructions d'emplois.

M. Claude Bartolone. Quatre ans !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Je n'attends que cela pour confronter nos chiffres !

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : [M. Mexandeau Louis](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2197

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 février 1997, page 732

Réponse publiée le : 5 février 1997, page 732

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 février 1997